

BUREAU DU PORTE-PAROLE DE MAURICE KAMTO

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Résistance Nationale Pacifique prend acte de la mutinerie violente survenue à la Prison Centrale de Yaoundé-Kondéngui dans la journée du lundi 23 juillet 2019, et durant la nuit du 23 au 24 juillet 2019. En effet, selon des récits concordants et dignes de foi, ces regrettables évènements se sont amorcés par une protestation pacifique des prisonniers politiques anglophones détenus indéfiniment depuis de trop longs mois, à les en croire eux-mêmes via leur pancartes et paroles, sans examens sérieux de leurs dossiers judiciaires. Les mêmes ont brandi des pancartes sur lesquelles étaient marqués des slogans hostiles à un Pays européen précis en relation avec la crise anglophone et le marasme Camerounais, à les en croire, de même que des appels adressés au Président Donald TRUMP et le Pays dont il a la charge dans le règlement de la crise meurtrière qui déchire depuis de longs mois les Régions Nord-ouest et Sud-ouest du Cameroun. Ces détenus politiques anglophones ont également demandé leur libération afin qu'ils aillent travailler à la rentrée des enfants dans les écoles de ces deux Régions du Pays. La protestation pacifique a donc donné lieu à des discours et des chants. Cette phase pacifique va s'achever avec le retour, au soir tombé de la plupart des détenus dans leurs quartiers. Cependant de nombreux prisonniers anglophones protestataires vont rester sur la cour et refuser de rejoindre leurs quartiers. C'est ici que va être prise la décision scandaleuse de libérer les détenus dits du "KOSOVO", quartiers les plus dangereux de la Prison Centrale de Yaoundé, car recelant pour l'essentiel de redoutables condamnés à de lourdes peines. La mission des détenus du Kosovo aurait été de contraindre les prisonniers anglophones à rejoindre, entre autres, les prisonniers politiques du MRC dans les différents quartiers respectifs des uns et des autres. Hélas les choses vont prendre une toute autre direction avec un agenda autonome suivi par lesdits détenus chargés pour la circonstance de mettre de l'ordre. Des pillages et des départs de feu seront plutôt observés sans surprise.

Comment une incapacité de l'administration carcérale et donc du Ministère de la justice, à prendre le contrôle d'un mouvement d'humeur non violent a-t-elle pu virer à une mutinerie violente suite à la libération des prisonniers du KOSOVO vraisemblablement chargés pour la circonstance de procéder à des missions de police interne à la Prison, missions relevant usuellement de

l'administration pénitentiaire ? Qui a ordonné l'ouverture des portes des quartiers 08 et 09 constituant le KOSOVO, et donc provoqué la libération des détenus présents en ces lieux habituellement fermés ? Comment ceux-ci se sont-ils retrouvés dans des secteurs de la prison d'où ils sont traditionnellement tenus éloignés ? Faut-il croire ces thèses murmurées au sein du personnel carcéral, selon lesquelles les réseaux proches du pouvoir illégitime de Yaoundé en querelles sur le juteux poste de Régisseur se sont affrontés par personnels pénitentiaires interposés en planifiant et organisant une mutinerie visant le nouveau Régisseur ? Les mêmes réseaux s'étant préalablement accordés sur les boucs émissaires par excellence en cas de dérapage : les prisonniers politiques du MRC. Pourquoi aucune enquête n'a été ordonnée dans ce sens ? Pourquoi ce rabat-on précipitamment sur les prisonniers MRC offerts en victimes expiatoires d'un règlement de compte entre réseaux du pouvoir illégitime de Yaoundé dans la distribution du pactole de la Prison Centrale de Yaoundé ? Pourquoi toutes ces dérives tolérées de l'administration en charge de la gestion des prisons et donc des prisonniers au quotidien, source de grogne permanente ? Pourquoi cette surpopulation carcérale en conditions inhumaines est-elle érigée en règle dans les pénitenciers Camerounais ? Pourquoi toutes ces lenteurs judiciaires dans des dossiers avec pour conséquence des détentions inhabituellement longues et souvent injustes et arbitraires ? Pourquoi ce silence complice sur le déchainement de la violence suite à la libération des détenus du KOSOVO ? Ces questions demeurent encore toutes sans réponses.

Pour toutes ces raisons et d'autres, la Résistance Nationale Pacifique s'offusque du traitement dégradant et inhumain infligé par des forces de la Gendarmerie Nationale au Premier Vice-président National du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun Mamadou MOTA. Condamne également l'usage des mêmes inhumanités à l'endroit des prisonniers politiques du MRC déportés à ses côtés par les forces de Gendarmerie en direction visiblement du SED.

Cet ensauvagement assumé du régime illégitime de Yaoundé méprisant la vie, et les personnes humaines, est un signal supplémentaire de ce que la dictature Camerounaise s'affranchit de ses dernières limites raisonnables. La preuve est cette image odieuse, du Vice-président National MOTA, exhibée au voyeurisme puéril et dépravé des détracteurs du MRC en guise de trophée humiliant. Il est inadmissible et inacceptable que le droit à l'image du Premier Vice-président du MRC et sa pudeur aient ainsi été grossièrement violés par ce qui semble

être un membre irresponsable, malintentionné et mal formé, des forces de Gendarmerie. Ce dernier a pris un cliché de l'enlèvement nocturne inhumain et dégradant, du Premier Vice-président National MOTA et d'autres militants, à l'arrière d'un pick-up de la Gendarmerie Nationale dans la nuit du 22 au 23 juillet, pour ensuite publier cette image sur les réseaux sociaux. Les vicieux commanditaires de cette barbarie ayant sans doute demandé, par "hautes instructions", des images pour assouvir leurs fiévreuses jubilations sadiques dans leurs bureaux feutrés d'où ils commanditent la satisfaction de leurs sordides pulsions criminelles sadiques et dégradantes. Ces politiciens à la petite semaine qui se délectent en contemplant la déchéance qu'ils infligent temporairement à leurs adversaires politiques, victimes désignées vouées à la vindicte de la force publique. Ces commanditaires salissent ainsi la République dont ils ne sont nullement parties ou serviteurs, mais plutôt des rebus qui utilisent leur pouvoir étatique illégitime comme des parasites ou des virus ayant l'Etat pour cible ultime. Pour choquant qu'il soit, ce cliché accable néanmoins une fois de plus le Régime illégitime de Yaoundé et certains éléments de la Gendarmerie en provenance visiblement du SED. Il traduit le peu de cas qui est fait de prévenus politiques non reconnus coupables de la commission d'aucun crime que ce soit, et qui sont traités pire que du bétail. Encore que rien, y compris dans le cas de criminels condamnés ne justifie une telle inhumanité.

Il est important de rappeler que les marches blanches pacifiques des 1^{er} et 8 juin 2019 avaient déjà donné lieu à des actes de tortures abominables des marcheurs pacifiques dans les locaux du SED à Yaoundé, actes répertoriés et archivés minutieusement. La conscience nationale Camerounaise doit s'émeouvoir de toutes ces dérives et comprendre une fois pour toutes le naufrage historique sans précédent dans lequel le Cameroun se retrouve engagé via un Etat illégitimement et sauvagement administré au plan public. Il est important d'attirer l'attention et la responsabilité des forces de l'ordre dans l'indispensable exercice public qui est le leur, sur le fait qu'elles sont soumises à des règles précises dans l'exercice de leur travail, et que le non respect de ces règles expose les contrevenants à la rigueur de la loi nationale, voire celle Pénale Internationale.

Yaoundé, le 23 juillet 2019

Le Porte-parole

BIBOU NISSACK Olivier